



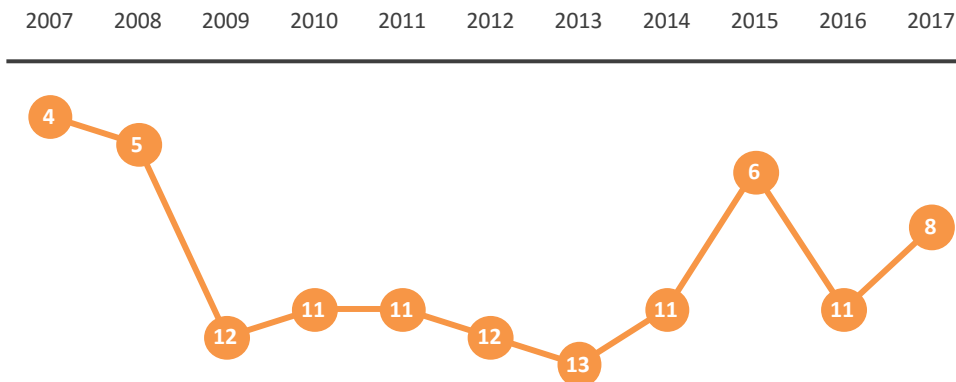
Dossier de presse du 31 mai 2017

IMD World Competitiveness Yearbook 2017 et Digital Competitiveness Ranking

Une consolidation de la compétitivité qui rime avec des progrès à faire en matière de digitalisation

Deux principales conclusions émergent de l'édition 2017 du World Competitiveness Yearbook (WCY) de l'institut suisse IMD¹ qui vient de paraître : si d'une part, le Grand-Duché fête en 2017 son retour dans le palmarès des 10 pays les plus compétitifs « toutes catégories confondues », avec une très bonne 8^e place mondiale des économies les plus performantes parmi 63 pays, il doit, d'autre part, se contenter d'une 20^e place dans le nouveau classement sectoriel sur la compétitivité digitale des pays, dorénavant produit par l'IMD concomitamment au WCY. A l'heure de la « Troisième Révolution Industrielle » et de manière plus générale de la digitalisation de l'économie et des modèles d'affaires, ce classement « digital » spécifique est le bienvenu en ce sens qu'il permet d'apprécier les forces du Luxembourg en la matière, mais également les « pierres d'achoppement » sur lesquelles le Grand-Duché devra travailler pour être, demain, un champion et un précurseur de l'économie durable et interconnectée.

L'évolution du classement général du WCY en un clin d'œil



Le recul du 6^e au 11^e rang entre 2015 et 2016 ayant paru quelque peu alarmant, il est important de rappeler que le Luxembourg avait profité en 2015 d'une série d'annonces de réformes structurelles dans les domaines du logement, des transports publics ou encore de l'aménagement du territoire qui tardaient à être mises en œuvre en 2016. En 2015, ces annonces s'étaient alors favorablement traduites en des indicateurs de perception – qui sont collectés par IMD à côté d'indicateurs statistiques – plus favorables, avec une évolution en sens inverse en 2016.

¹ Depuis 1989, l'institut suisse IMD (*International Institute for Management Development*) analyse la compétitivité de quelque 60 pays. Le classement est basé tant sur des indicateurs statistiques (*hard data*) que sur l'opinion des décideurs économiques et des dirigeants d'entreprises, enquête coordonnée par la Chambre de Commerce pour le volet luxembourgeois. Plus précisément, l'enquête IMD repose sur l'examen de 260 indicateurs rassemblés sous quatre piliers, à savoir les performances économiques, l'efficacité des pouvoirs publics, l'environnement des affaires et la qualité des infrastructures.

Le classement est mené par Hong-Kong (2^e année de suite), suivi de la Suisse, Singapour, des USA (position la plus basse depuis 5 ans) et des Pays-Bas (8^e en 2016). Le top 10 est complété par l'Irlande, le Danemark, le Luxembourg, la Suède et les Emirats arabes unis. L'Allemagne se situe à la 13^e place (-1), la Belgique à la 23^e (-1) et la France à la 31^e place (+1).

Occupant la 3^e place cette année (7^e en 2016), les performances économiques du Luxembourg demeurent excellentes. Porté par des indicateurs au beau fixe dans les sous-piliers « Investissements internationaux » et « Commerce international », le Grand-Duché doit continuer à être un ambassadeur du libre-échange afin de consolider ses performances. Il s'agit cependant d'être vigilant par rapport aux sous-piliers « Prix » (différentiel d'inflation et perte de places au niveau des loyers et du coût de la vie) et « Economie nationale » où le soutien de la compétitivité des entreprises (start-ups et entreprises traditionnelles) ne doit pas faiblir et où les efforts entrepris en matière de diversification économique doivent redoubler – ce que montre l'indicateur de perception issu de l'enquête auprès de entrepreneurs luxembourgeois « diversification de l'économie », qui, tout en gagnant 4 places ne parvient pas à quitter le milieu de classement (34^e).

Pour ce qui est de l'efficacité des pouvoirs publics, ce pilier est le seul à perdre des places cette année (-3 places, 15^e position). La politique fiscale notamment, pourtant un avantage traditionnel du site luxembourgeois, connaît une perte de 6 rangs (44^e), signe que la réforme fiscale n'a pas encore atteint tous ses objectifs pour les entreprises. S'y ajoutent les enjeux liés à différentes initiatives internationales telles que BEPS² et ACCIS³, qui représentent un défi supplémentaire à relever par l'économie luxembourgeoise. Sur le versant de la simplification administrative, les autorisations d'établissement, de construire ou bien en matière d'urbanisme, ou encore en matière environnementale peinent à être accélérées. S'y ajoute un système de protection sociale qui à politique inchangée est financièrement insoutenable et qui est donc en train de se transformer en une bombe à retardement.

L'évolution du pilier de l'environnement des affaires légèrement positive dans l'ensemble (+3 places, 6^e), cache également certains problèmes structurels persistants, notamment sur le marché du travail. Alors que le secteur financier se porte globalement bien, les répondants à l'enquête considèrent que les PME (perte de 4 places, 18^e) auraient moins bien réussi à augmenter leur efficience en comparaison aux standards internationaux en la matière que les grandes entreprises (+2 places, 18^e). Par ailleurs, en analysant la productivité sur une période pluriannuelle on constate que la productivité du travail par heure n'a pas progressé en 15 ans alors que l'emploi a progressé - signe que la croissance est surtout et encore quantitative et loin des prémisses d'une croissance qualitative pourtant indispensable car plus soutenable. Il est en outre urgent de poursuivre la réforme et la flexibilisation intelligente du marché du travail afin qu'il soit prêt pour l'économie digitalisée, en palliant par ailleurs au « manque de main-d'œuvre qualifiée » qui devient un souci de plus en plus évident (de la 40^e à la 44^e place).

Des mesures correctrices s'imposent également au niveau des infrastructures (+2 places, 22^e). Malgré des améliorations notables notamment dans le sous-pilier des « Infrastructures de base », qui comporte beaucoup d'indicateurs de perception, le Luxembourg devra redoubler d'efforts dans les années qui viennent, le classement en la matière s'étant enlisé, oscillant entre une 21^e et une 24^e place depuis 2010. Il demeure une insuffisance au niveau des infrastructures, souvent immatérielles, nécessaires au déploiement des secteurs qui devraient porter l'économie luxembourgeoise à l'avenir. Coup de projecteur sur les partenariats public-privé, le soutien de la R&D et l'éducation, clé du développement endogène.

Cette année, l'IMD publie en parallèle **un rapport sur la compétitivité digitale des pays** où le Luxembourg se classe 20^e sur 63 pays, preuve qu'il reste des efforts à faire.

² Selon l'OCDE : « Le cadre inclusif rassemble plus de 100 pays et juridictions qui travaillent en collaboration pour lutter contre l'érosion de la base fiscale et les transferts de bénéfices (BEPS). »

³ Assiette commune consolidée pour l'impôt des sociétés, initiative lancée par la Commission européenne.

Digitalisation : du pain sur la planche numérique

Pour la première fois cette année, l'IMD publie en parallèle du WCY un rapport sur la **compétitivité digitale des pays** visant à évaluer la capacité des pays d'adopter et d'utiliser les technologies digitales censées mener à une transformation du *business model* et de la société dans son ensemble, basé sur 50 indicateurs. Le Luxembourg y figure à la 20^e place. A côté de certains indicateurs que l'on retrouve déjà dans le WCY (p. ex. « *Total expenditure on R&D* », « *Starting a business* », « *Internet bandwidth speed* »), l'IMD a introduit d'autres indicateurs dans les 3 piliers que sont « **Knowledge** », « **Technology** » et « **Future Readiness** » (p.ex. « *net flow of international students* », « *E-government* » et « *Use of big data and analytics* »).⁴

Pour ce qui est du classement digital du Luxembourg, il s'avère que la 20^e place (sur 63 pays) cache des évolutions très divergentes au niveau des facteurs composant la note globale. Le Luxembourg se classe 27^e dans le sous-pilier « *Knowledge* », 12^e dans « *Technology* » et 23^e pour « *Future Readiness* ». Il s'avère que les pays qui mènent ce classement sont également pour la plupart ceux qui figurent dans le top 10 du WCY, à part le Luxembourg, dont la 20^e place est en décalage avec la 8^e place au classement sur la compétitivité générale. Le top 5 est constitué de Singapour suivi de la Suède, des USA, de la Finlande (4^e dans le classement digital mais 15^e dans le classement général) et du Danemark.

Ce décalage peut s'expliquer par le fait que les pays les mieux classés dans les deux rapports sont ceux qui misent sur le potentiel humain notamment dans les domaines de la formation tout au long de la vie et de la recherche. Les indicateurs sous-jacents sont pour la plupart ceux où le Luxembourg se trouve au milieu de classement. Dans le pilier « **Knowledge** », cela concerne par exemple les indicateurs « *Digital/Technological skills* » (19^e) et « *Total expenditure on R&D (%)* » (31^e). Mais également dans le pilier « **Future Readiness** », les indicateurs « *E-participation* » (37^e), « *E-Government* » (24^e) ou encore les indicateurs relatifs à l'intégration des technologies numériques dans les entreprises (16^e, notamment du à une adoption parfois hésitantes des technologies numériques par des PME) révèlent les limites du Luxembourg quant à sa capacité de pouvoir suivre le rythme de développement des pays les plus avancés en matière de digitalisation. En dépit de ces lacunes, il faut toutefois relever que le Grand-Duché affiche de très bons résultats en ce qui concerne la gestion des talents. Pour les indicateurs « *International experience* » et « *Foreign highly-skilled personnel* », le Luxembourg se classe au 5^e respectivement au 6^e rang.

Le pilier « **Technology** », quant à lui, affiche des résultats plus positifs pour le Luxembourg. Les aspects technologiques dans les investissements « *IT & media stock capitalization* » (1^e) ou encore le cadre réglementaire (hormis celui relatif à la création d'entreprises en général) se portent plutôt bien. Par contre, les indicateurs « *Investment in Telecommunications* » (23^e), « *Internet bandwidth speed* » (38^e) ou encore « *High-tech exports (%)* » (51^e) constituent les points faibles de ce pilier et laissent entendre que les investissements dans les infrastructures digitales devraient être renforcés.

⁴ *The first factor, Knowledge, reflects a country's capacity to understand and learn the new technologies. Most importantly, it attempts to quantify the ability of a country to further extend or discover new technologies. These elements are captured by criteria that measure the talent availability in a country, the level and quality of education and training as well as the production of knowledge.*

The second factor measures the technology environment of an economy, that is, the competence to develop new digital innovations. It is based on quantifying how supportive the regulatory environment is, how advanced the technological framework is and whether an economy provides capital to invest in technology.

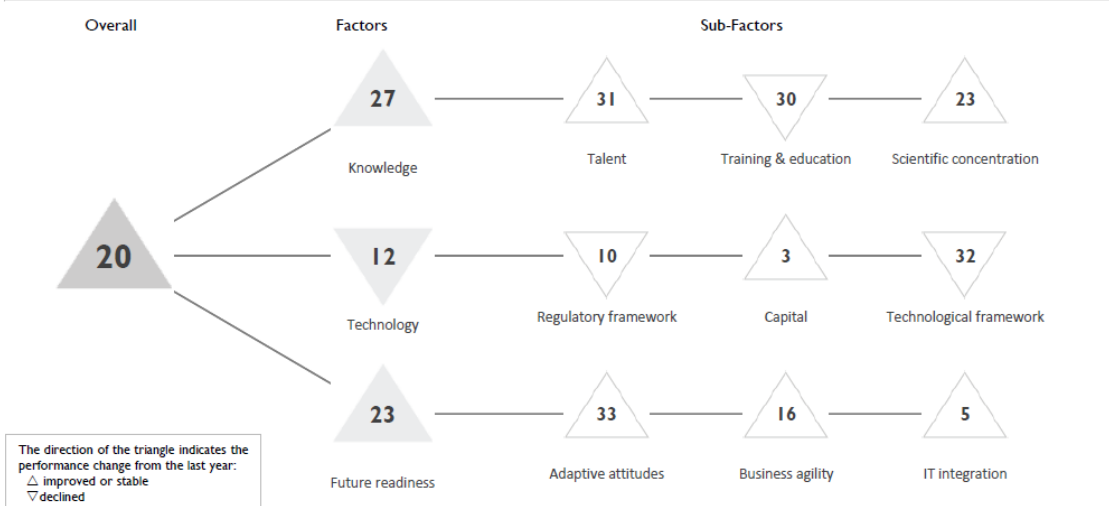
The final factor reflects on the readiness of an economy for the coming developments. This element of preparedness is calculated by taking into consideration how adaptive a particular economy is, the level of agility exhibited in the country as well as the level of integration of the digital technologies in the economy.

Le rapport sur la compétitivité digitale de l'IMD partage en grande partie les mêmes conclusions que le « *Digital Economy and Society Index* » (DESI) de la Commission européenne. Selon le DESI, le Luxembourg affiche des déficits dans des domaines comme l'agilité, la culture organisationnelle, l'intégration des technologies numériques ou encore les services publics numériques. Par contre, le Luxembourg se place relativement bien dans les indicateurs liés à l'emploi et à l'utilisation d'Internet. De même pour les infrastructures digitales : le Luxembourg affiche d'excellents résultats pour le pilier « *Connectivity* » (2^e), ce qui n'est pas forcément le cas dans l'analyse de l'IMD. Ceci s'explique notamment par les différentes méthodologies utilisées par les deux institutions. Tandis que la Commission n'utilise que des indicateurs reflétant la qualité des infrastructures digitales (p.ex. « *4G coverage* », « *Subscriptions to Fast Broadband* »), IMD utilise une définition plus large du sous-pilier « cadre technologique » en faisant entrer des indicateurs évaluant l'usage (« *Internet Users* »), la production (« *High-tech exports (%)* ») ou encore la qualité des infrastructures digitales (« *Internet bandwidth speed* »).

DIGITAL TRENDS - OVERALL

LUXEMBOURG

OVERALL PERFORMANCE (63 countries)



Annexe

COUP DE PROJECTEUR SUR LA COMPETITIVITE DU LUXEMBOURG**Un classement de compétitivité qui s'améliore, des défis structurels qui persistent**

International: après avoir mené la danse durant trois années consécutives de 2013 à 2015, les Etats-Unis passent de la 3^e à la 4^e place dans ce classement de la compétitivité 2017, laissant la place à Hong-Kong, qui mène la danse pour la deuxième année de suite, suivi de la Suisse et de Singapour. Les Emirats arabes unis font leur entrée dans le top 10 en gagnant 5 places (10^e) au détriment du Canada qui passe de la 10^e à la 12^e place. L'avancée de la Chine de la 25^e à la 18^e place est remarquable.

Europe: parmi les six pays européens figurant dans le top 10 du classement 2016, la Suisse maintient sa deuxième place, les Pays-Bas gagnent 3 places pour se retrouver en 5^e position, la Suède recule de la 5^e à la 9^e place, le Danemark cède sa 6^e place à l'Irlande (7^e en 2016) et la Norvège quitte le top 10 (9^e en 2016) pour se retrouver à la 11^e place du classement 2017.

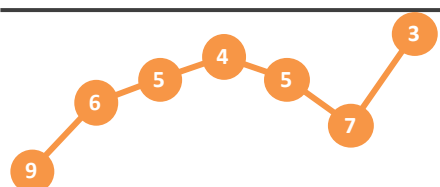
L'Allemagne cède encore du terrain face à d'autres pays en passant de la 12^e à la 13^e place (6^e en 2014). La Belgique et la France continuent à faire du sur place en milieu de classement avec une 23^e et 31^e place respectivement (22^e et 32^e en 2016).

PERFORMANCES ECONOMIQUES

Gare au différentiel d'inflation et à la remise en question des échanges mondiaux !

L'amélioration du Luxembourg dans le classement général du WCY est à attribuer notamment à **une évolution de 4 places du pilier « Performances économiques »**, pilier où le Grand-Duché est traditionnellement dans le top 10 et occupe dans le classement actuel une belle 3^e place (7^e rang en 2016) derrière les USA et la Chine. Pas à pas, le Grand-Duché se rapproche de son excellente performance de 2005 (2^e rang).

2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017



Sous-piliers	2016	2017
Economie nationale	5	11
Commerce international	3	4
Investissements internationaux	7	2
Emploi	21	18
Prix	29	32

Cette évolution encourageante s'explique notamment par quatre indicateurs où le Grand-Duché mène le panel dans les sous-piliers « **Commerce international** » et « **Investissements internationaux** », dont l'exportation des services commerciaux, la balance commerciale des services, les investissements directs étrangers (IDE) en provenance de l'étranger ou encore le PIB par habitant, les deux derniers étant toutefois à interpréter avec prudence dans le contexte luxembourgeois, les flux d'IDE étant particulièrement volatils et le PIB par habitant gonflé de par le travail frontalier et les capitaux étrangers rétribués par l'économie luxembourgeoise. L'évolution de certains indicateurs fait relativiser l'évolution pourtant positive du pilier dans son ensemble. Ainsi, dans le sous-pilier « **Economie nationale** », malgré une croissance luxembourgeoise qui reste vigoureuse, l'indicateur relatif à la « croissance économique » passe de la 6^e à la 8^e place. Par ailleurs, l'indicateur de perception « résilience de l'économie » perd 2 places pour se retrouver en 18^e position, signe d'une appréhension des entrepreneurs interrogés face à la capacité de l'économie luxembourgeoise d'absorber les velléités des cycles économiques. L'une des mesures phares définies à cet égard par le programme gouvernemental est la diversification de l'économie. L'indicateur « diversification de l'économie », qui gagne pourtant des places d'année en année ne se classe encore que 34^e cette année (+ 4 places), signe que les efforts entrepris ne sont pas toujours pas considérés suffisants par les personnes interrogées « sur le terrain » pour les besoins de l'enquête. Cependant, les travaux menés dans le cadre de la stratégie « Troisième Révolution industrielle » (TIR) pourraient, à l'avenir, porter leurs fruits s'ils se concrétisent par des mesures tangibles. L'objectif de ladite stratégie consiste à identifier et à faciliter la transition vers une économie connectée et durable. Elle a notamment pour vocation à amener le plus grand nombre d'entreprises à renforcer leurs capacités d'adaptation face aux nouvelles tendances et technologies et à saisir les nouvelles opportunités de croissance.

Du côté du sous-pilier « **Emploi** », pour lequel le Luxembourg a vu une inquiétante dégradation au cours des dernières années (de la 9^e place en 2012 à la 21^e en 2016), le gain de 3 places cette année est à saluer, avec de légères améliorations au niveau des indicateurs « taux de chômage » (33^e place) et « chômage de longue durée » (27^e place). Cependant, force est de constater que le « chômage des jeunes » chute de 11 places (44^e place). Ceci et le fait que le Luxembourg ne parvienne pas à réellement « décoller » du milieu de classement révèle une fois de plus le besoin d'engager davantage de réformes structurelles face à la nature également structurelle du chômage au Luxembourg. Il est essentiel de pallier à la perte de la compétitivité-coûts, à la progression des coûts salariaux unitaires ou encore à la problématique des chômeurs non- ou faiblement qualifiés.

Au niveau du sous-pilier « **Prix** » sont à relever les pertes de places des indicateurs « Index du coût de la vie » (-2 places, 29^e), « Loyer d'appartement » (-2 places, 52^e) et « Loyer de bureau » (-2

places, 50^e), signe que l'inadéquation entre l'offre et la demande persiste tant sur le marché du logement que sur le marché non-résidentiel. Si le Luxembourg veut continuer à attirer des talents et investisseurs du monde entier afin de soutenir la diversification économique, les plans sectoriels à venir (notamment en matière de logement) devront contribuer à assurer une meilleure mobilisation des terrains (non encore) constructibles tout en densifiant l'habitat. L'obtention d'une autorisation de construire devra être facilitée, sans oublier le besoin de constructions de logements sociaux ; le tout devant s'inscrire dans une politique d'aménagement du territoire cohérente et des procédures, notamment environnementales, prévisibles et surtout plus expéditives. La Chambre de Commerce espère que ce dernier point sera à la base du nouveau train de mesures « Omnibus » dans un avenir proche.

EFFICIENCE DES POUVOIRS PUBLICS

La fiscalité : les entreprises demeurent quelque peu sur leur faim

Parmi les 4 piliers, seul le pilier « **Efficacité des pouvoirs publics** » perd 3 rangs pour se retrouver en 15^e position. De légères détériorations sont à enregistrer au niveau des finances publiques (-2 places) et du cadre institutionnel (-1 place), et une perte notable de 6 places pour le sous-pilier concernant la politique fiscale.

2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017



Sous-piliers	2016	2017
Finances publiques	7	9
Politique fiscale	38	44
Cadre institutionnel	7	8
Législation des affaires	16	16
Cadre sociétal	12	10

Dans le sous-pilier des « **Finances publiques** » qui perd 2 places, l'indicateur relatif à la plus faible progression de la dette publique (« *central government domestic debt* »), après être passé de la 45^e place en 2015 à la 15^e place en 2016, retombe à la 48^e place dans le classement actuel. Le Luxembourg perd par ailleurs sa 3^e place sur le podium (désormais 4^e) pour son excédent budgétaire public consolidé (Etat central, communes, sécurité sociale). Au niveau des « dépenses des administrations publiques », le Grand-Duché perd une place pour se situer en 42^e position. Les entrepreneurs ayant participé au sondage estiment par ailleurs que les finances publiques sont un peu moins bien gérées (perte d'une place, 9^e) et l'« évvasion fiscale en tant que danger pour l'économie » passe de la 10^e à la 12^e place.

En perdant 6 positions, le sous-pilier relatif à la « **Politique fiscale** » demeure la lanterne rouge de l'édition 2017 du classement WCY (44^e position). Le Luxembourg perd notamment 5 places pour l'indicateur « impôt réel des sociétés » (17^e) et le « taux de l'impôt sur le revenu des sociétés » perd encore une place pour se retrouver en 49^e position. **Malgré la baisse progressive prévue d'ici 2018 dans le cadre de la réforme fiscale, le Luxembourg reste au-dessus de la moyenne de 23,59%.** La réforme ne permettra donc pas au Grand-Duché d'être compétitif sur les taux, et cela dans un contexte où des initiatives internationales telles BEPS et ACCIS ne rendront pas la tâche plus facile.

Selon l'étude IMD, le Luxembourg bénéficie par ailleurs d'un « **Cadre institutionnel** » légèrement moins efficient que l'année précédente en perdant une place (8^e). Les indicateurs de perception sont en recul, notamment le « *legal and regulatory framework* » qui perd 5 places (16^e) et encourage de moins en moins la compétitivité des entreprises, et « *bureaucracy* », qui passe de la 10^e à 11^e place.

Il n'y a pas d'évolution pour le sous-pilier « **Législation des Affaires** » qui occupe la 16^e place. On note une baisse de 4 places pour l'indicateur « *ease of doing business* » (14^e) mais de timides évolutions pour les indicateurs « *number of days to start a business* » (+1, 48^e place) et « *labor* »

regulations » (+2, 20^e place). A l'examen des données Doing Business (DB)⁵ de la Banque Mondiale utilisées par IMD, force est de constater que le maillon faible du Luxembourg est toujours le « nombre de jours pour obtenir une autorisation d'établissement », soit 16 jours contre une moyenne OCDE de 8 jours. Tant que les autorisations d'établissement (procédure commodo / incommodo) ne feront pas l'objet de réformes dans ce sens et que l'e-commodo n'est pas la norme pour faire diminuer drastiquement le nombre de jours, le Luxembourg continuera à avoir un désavantage compétitif. Par ailleurs, pour l'indicateur « *Government subsidies* » comparant les subsides publics aux entreprises publiques et privées en pourcentage du PIB, le Luxembourg perd 3 places pour se retrouver en 38^e position. Cependant, certains indicateurs font espérer que des projets tels le lancement récent du guichet unique au sein de la *House of Entrepreneurship* ainsi que l'introduction d'une sàrl simplifiée auront des impacts positifs pour l'entrepreneuriat à l'avenir. Ainsi, le Luxembourg enregistre, par exemple, une amélioration encourageante pour la création d'entreprises (+10, 13^e).

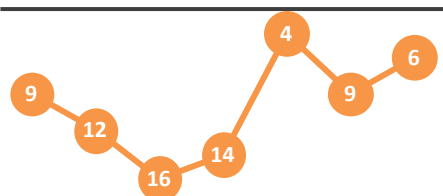
La seule amélioration au sein du pilier concernant l'efficience des pouvoirs publics se trouve dans le sous-pilier concernant le « **Cadre sociétal** » (10^e, +2 places), qui reflète surtout les perceptions personnelles des chefs d'entreprise sondés par rapport au développement de la société luxembourgeoise. Les indicateurs reflétant les avis sur la « cohésion sociale » et « l'égalité des sexes » notamment sont en progression, les réformes récentes en matière de politique familiale ayant certainement eu leur impact, notamment pour ce qui est du premier indicateur.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Embellie oui, mais quid des problèmes structurels sur le marché du travail ?

Après une ascension spectaculaire de 10 places en 2015, le troisième pilier qu'est « **L'environnement des affaires** », jouit à nouveau d'une légère embellie en se retrouvant en 6^e position.

2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017



Sous-piliers	2016	2017
Productivité et efficience	2	3
Marché du travail	23	19
Finance	4	3
Pratiques de gestion d'entreprise	11	10
Attitudes et valeurs	22	21

Quatre sous-piliers sur cinq se classent mieux que l'année précédente, celui de la « **Productivité et efficience** » perd une place. Le Luxembourg reste dans le top 3 en termes de « productivité globale » (productivité absolue, tous secteurs confondus), à la 3^e place. Les personnes interrogées dans le cadre de l'enquête estiment cependant que la « productivité de la force de travail » est moins compétitive en comparaison internationale (-7 places, 26^e). Par ailleurs, les PME (perte de 4 places, 18^e) auraient moins bien réussi à augmenter leur efficience en comparaison aux standards internationaux en la matière que les grandes entreprises (+2 places, 18^e). La productivité demeure un sous-pilier à surveiller, surtout en ce qui concerne le secteur industriel et la productivité du personnel. Une évolution encourageante est à observer pour la « productivité dans l'industrie » qui gagne 9 places (27^e). Des effets qui résulteraient des premières mesures mises en pour transformer l'industrie en l'usine du futur ? Pourtant, davantage d'efforts sont encore à réaliser pour créer un environnement propice à une croissance alimentée par les gains de productivité. Les projections macroéconomiques et démographiques à moyen et long terme du « *Ageing Working Group* » de la Commission européenne projettent une augmentation de la population luxembourgeoise de 86% d'ici 2060. Actuellement, la progression démographique en 2016 est due à 84% par l'immigration et 16% à la croissance naturelle, une tendance qui devrait se maintenir dans les années à venir. Cela

⁵ Rapport « *DB 2017 : Equal opportunity for all* » publié en octobre 2016.

contribue au modèle de croissance extensive actuel. La hausse du PIB découlant avant tout de l'augmentation des facteurs de production au sein d'une économie (plus d'emplois, plus de ressources), elle traîne dans son sillage des défis non négligeables pour l'infrastructure, le logement, la mobilité voire la cohésion sociale. Dans un souci de rendre la croissance plus durable, les gains de productivité devraient être davantage privilégiés. Ainsi, la productivité est intimement liée au progrès technique et à l'émergence de modèles d'affaires innovants. Afin de pouvoir créer un terreau fertile pour la croissance qualitative, il s'agit de travailler davantage sur plusieurs leviers en même temps comme la formation, l'innovation, la recherche et développement et la simplification administrative notamment.

La progression de 4 places du sous-pilier « **Marché du travail** » est due notamment à une amélioration au niveau de la « priorité des entreprises d'attirer et de retenir des talents » (+5 places, 8^e). Cela ne devrait pas cacher que le « manque de main-d'œuvre qualifiée » est de plus en plus saisissant (de la 40^e à la 44^e place) et figure parmi les principaux points faibles récurrents du Luxembourg. Ainsi revient toujours la difficulté du marché du travail à offrir les qualifications recherchées par rapport aux besoins des entreprises. Seule la « disponibilité de talents dans le secteur financier » s'améliore de manière significative (+8 places, 13^e position), ce qui est une bonne nouvelle notamment pour le nouveau secteur des *fintechs* qui dépend largement de la disponibilité de jeunes talents.

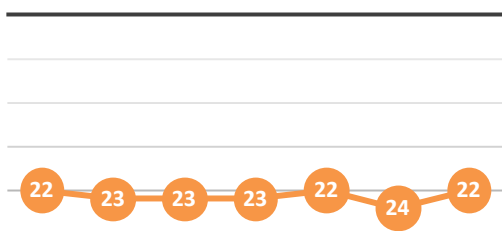
Au niveau du sous-pilier « **Finance** », qui arrive en 3^e place sur le podium, le Luxembourg préserve sa première place pour la « part des actifs du secteur bancaire au PIB ». Le « risque d'investissement » est jugé aussi faible qu'en 2014 et 2015 (5^e place). Par ailleurs, les participants à l'enquête considèrent que les « risques du secteur » sont traités de manière satisfaisante (passage de la 13^e à la 5^e place) et que la « réglementation des services financiers » est adaptée (passage de la 16^e à la 14^e position), ce qui témoigne de la consolidation de la confiance dans le secteur.

Les sous-piliers « **Pratiques de gestion d'entreprise** » et « **Attitudes et valeurs** » progressent tous deux d'un point. Si cette évolution n'est pas significative, il est toutefois intéressant de noter que l'indicateur de perception « *Auditing and accounting practices* »⁶ passe de la 18^e à la 4^e place. Par ailleurs, le « besoin de réformes économiques et sociales » gagne 10 places pour se trouver en 24^e position. Le Luxembourg fait toujours partie du top 10 au niveau des indicateurs relatifs à la « responsabilité sociale » (10^e place) et aux « valeurs d'entreprise » (7^e position), un bon signe dans le cadre des efforts déployés dans le cadre de la responsabilité sociale des entreprises.

INFRASTRUCTURES

Tram (?), boulot, dodo

2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017



Sous-piliers	2016	2017
Infrastructures de base	23	9
Infrastructures technologiques	24	23
Infrastructures scientifiques	24	23
Santé et environnement	20	21
Education	20	26

L'examen de l'évolution des performances luxembourgeoises liées aux infrastructures révèle que le Luxembourg piétine dans ce domaine. Les infrastructures liées à la science et aux technologies connaissent de légères avancées pendant que les « **Infrastructures de base** » avancent de 14 places pour entrer dans le top 10. Basés surtout sur des indicateurs de perception, certains efforts entrepris afin d'améliorer semblent commencer à porter leurs fruits, du moins dans la perception des personnes interrogées. Ainsi, une légère amélioration est à signaler pour la « qualité du transport

⁶ « Auditing and accounting practices are adequately implemented in business ».

aérien » (+2 places, 23^e), tout comme davantage de progression dans le « *logistics management* » (+4 places, 10^e). Toutes les conditions sont réunies pour parvenir au top du classement pour le domaine de la logistique. A côté de sa position stratégique au cœur de l'Europe et sa plateforme multimodale à Dudelange-Bettembourg en plein essor, l'expertise disponible localement offre des services d'une haute valeur ajoutée pour devenir LA plateforme logistique intercontinentale et intermodale en Europe.

Au niveau des « **Infrastructures technologiques** », le Luxembourg prend place dans le top 10 pour la « qualité de ses partenariats public-privé » (+5 places, 7^e), la « connectivité » (+4 places, 10^e), l'« accès au financement favorisant le développement technologique » (+3 places, 10^e) et maintient sa 8^e place pour la « réglementation technologique ». Le mécontentement ressenti par rapport à la disponibilité d'ingénieurs qualifiés reste quasi inchangé, le Luxembourg passant de la 44^e à la 42^e place. L'indicateur « vitesse de la bande passante internet » perd 2 places pour se retrouver à la 38^e place. Compte tenu du fait que le Luxembourg mise sur l'économie numérique autour des secteurs porteurs d'avenir tels que les technologies de l'information et de la communication avec des centres de stockage de données de renommée mondiale, l'efficacité du cadre légal et technologique devrait être une priorité de politiques publiques.

Les « **Infrastructures scientifiques** » affichent un léger décalage entre les indicateurs « hard data » et les indicateurs de perception ayant trait à la R&D : le Luxembourg recule d'une place pour ses « dépenses en R&D (en % du PIB) » (31^e place), d'une place pour les « dépenses en R&D des entreprises » (30^e place) ainsi que pour l'indicateur du personnel R&D dans les entreprises (49^e). Par ailleurs, le Luxembourg perd 7 places concernant l'indicateur relatif aux « droits de propriété intellectuelle » (17^e place). Ces chiffres très moyens sont compensés par certains indicateurs de perception dans le classement, notamment par une reprise du Grand-Duché pour ce qui est de sa « capacité d'innovation » (11^e, +4 places), et le « transfert de savoir » (+6 places, 15^e position), ce que la Chambre de Commerce ne peut que saluer. La réorganisation du fonctionnement des centres de recherche publics et de l'aménagement de la Cité des sciences à Belval devraient permettre aux hard data de suivre la tendance positive des indicateurs de perception.

Après avoir cédé 14 places à la concurrence l'année dernière, le sous-pilier « **Santé et Environnement** » perd encore une place pour se retrouver en 21^e position. Ces résultats sont à analyser avec précaution, les données concernant l'« empreinte écologique » (60^e position) et la « balance écologique » (61^e position) datant de 2012 par exemple et ne reflètent pas les améliorations en matière de « développement durable » par exemple (gain de 2 place, 12^e position) et de « problème de pollution » (gain de 2 places, 12^e position), relevées par l'enquête d'opinion auprès des entrepreneurs luxembourgeois.

La perte de 6 places du sous-pilier « **Education** » est notamment imputable aux résultats du test PISA, où le Luxembourg perd 5 places pour se retrouver en 31^e position et au recul de 4 places (10^e position) de l'indicateur comparant la maîtrise de l'anglais (TOEFL). Le Grand-Duché maintient sa place en haut du classement pour les « dépenses publiques d'éducation par habitant » mais perd 4 places en ce qui concerne l'appréciation des participants quant à l'adéquation du système scolaire et des besoins de l'économie (23^e position).

CONCLUSION

Certains domaines perfectibles ainsi que les « suspects habituels » mis à part, l'évolution de l'économie luxembourgeoise dans le classement de l'édition 2017 de l'enquête IMD paraît plutôt encourageante. Il serait souhaitable que l'ambiance d'optimisme qui prédomine en ce moment parmi les entrepreneurs interrogés puisse être suivie d'actions concrètes, sous le signe du proverbe « *res non verba* ». Après la réforme fiscale, qui n'a pas comblé toutes les espérances pour les entreprises notamment, des réformes ambitieuses ont notamment été annoncées et/ou sont en train d'être mises en œuvre dans le domaine de la simplification administrative, de la mobilité, du logement ou de l'aménagement du territoire, pour ne citer que ces quelques chantiers. La Chambre de Commerce suivra toutes ces démarches de près et espère qu'elles pourront poser les jalons d'une véritable croissance qualitative.

Aperçu méthodologique

Avec plus de 200 indicateurs différents recueillis pour chacun des 63 pays analysés, une certaine prudence prévaut dans l'interprétation des classements annuels de l'IMD. En effet, la pertinence de certains indicateurs peut dépendre de spécificités nationales qui se prêtent parfois difficilement à un exercice de comparaison.

Au niveau de certains résultats de classement, il convient de préciser qu'en l'absence de chiffres officiels du STATEC, l'IMD a eu recours aux chiffres de 2016 (ou 2012/2013/2014/2015) pour certains indicateurs, ce qui ne reflète donc pas l'état des circonstances les plus récentes. Cependant, ce sont tous des indicateurs à caractère relativement stable et le Luxembourg ne connaît ni dégradation, ni amélioration substantielle liée à l'utilisation de ces statistiques.

Le classement IMD demeure un outil utile à la prise de décision pour les autorités politiques des pays concernés puisqu'il permet de visualiser rapidement les forces et faiblesses de chacune des dimensions-clés de leur compétitivité. La comparaison peut se faire à la fois dans l'espace (entre le Luxembourg et d'autres zones géographiques) et dans le temps (performances du Luxembourg au fil des années). De manière générale, deux sortes d'indicateurs peuvent être identifiés : les indicateurs d'input (par exemple, investissements en infrastructures en pourcentage du PIB) d'une part, et les indicateurs d'output (par exemple, croissance du PIB) d'autre part. Les indicateurs d'input sont les indicateurs les plus à même d'être influencés par les décideurs politiques tandis que les indicateurs d'output reflètent, dans une certaine mesure, les résultats de ces décisions.